La fortune indonésienne à Singapour

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Une relation façonnée par l'histoire

Les relations entre Singapour et l'Indonésie ont commencé par un conflit. Pendant la Konfrontasi du début des années 1960, l'Indonésie s'opposa à la formation de la Malaisie, qui comprenait alors Singapour, et envoya des saboteurs de l'autre côté du détroit. Au début de 1965, deux fusiliers marins indonésiens firent exploser MacDonald House, sur Orchard Road. Leur exécution en 1968 conduisit quelque 300 étudiants à attaquer l'ambassade de Singapour à Jakarta. Les relations diplomatiques ne furent établies que le 7 septembre 1967, un mois après la fondation de l'ASEAN.[1] La diplomatie régionale qui suivit fait l'objet du chapitre F.IV.

Les liens économiques se révélèrent vite plus forts que le souvenir du conflit. Sous l'Ordre nouveau du président Suharto, l'Indonésie connut une croissance rapide et vit naître une classe de grands groupes d'affaires, dont beaucoup appartenaient à des familles sino-indonésiennes. À ces familles, Singapour offrait ce que leur propre pays ne pouvait pas encore leur apporter : une monnaie stable, des banques qui faisaient respecter les contrats, un système juridique de common law et une société où leur langue et leurs réseaux commerciaux étaient chez eux. Elles y ouvrirent des

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

comptes, achetèrent des biens immobiliers et créèrent dans la ville des sociétés holding et des sociétés de négoce. La crise financière asiatique de 1997-1998 et les violences de mai 1998 à Jakarta, examinées au chapitre D.III, accélérèrent ce mouvement de capitaux et de familles. Depuis lors, de nombreux groupes ont conservé à Singapour une partie de leur trésorerie, de leur direction et de leur fortune familiale.

L'ampleur des avoirs indonésiens

Le montant de la fortune indonésienne détenue à Singapour a longtemps relevé de l'estimation et de la rumeur. Les premiers chiffres fiables sont venus de l'amnistie fiscale indonésienne de 2016-2017, examinée à la section 4 ci-dessous. À fin mars 2017, les contribuables indonésiens avaient déclaré 751,19 billions de Rp d'avoirs détenus à Singapour. Cela représentait 73,08 % de l'ensemble des avoirs étrangers déclarés, loin devant les îles Vierges britanniques avec 7,48 %, Hong Kong avec 5,47 % et les îles Caïmans avec 5,14 %. Au taux de change implicite des comptes rendus de l'époque, le chiffre de Singapour correspond à environ 56 milliards de dollars US.[2]

Ces chiffres sous-estiment le montant réel. Ils ne couvrent que les avoirs que les participants ont choisi de déclarer, et de nombreuses participations détenues par des sociétés des îles Vierges britanniques ou des îles Caïmans étaient elles-mêmes administrées depuis Singapour. Les estimations de l'époque situaient le total de la fortune indonésienne à Singapour bien plus haut. Une analyse publiée à la clôture de l'amnistie estimait que les Indonésiens détenaient environ 2 600 billions de Rp à Singapour, dont quelque 650 billions de Rp en actifs non investissables tels que l'immobilier. Un analyste fiscal indonésien affirmait en 2016 que près de 60 % des clients des banques de Singapour étaient des citoyens indonésiens.[3] Aucune source officielle ne confirme ce chiffre, qui se rapporte probablement à la clientèle de banque privée de la région. Il montre néanmoins à quel point la fortune indonésienne paraît centrale vue de Jakarta.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Les flux d'investissement en provenance et en transit de Singapour

Singapour est aussi la première source d'investissements directs étrangers en Indonésie. Selon le ministère indonésien de l'Investissement, les investisseurs de Singapour ont représenté 20,1 milliards de dollars US en 2024 et 17,4 milliards de dollars US en 2025, soit environ 30 % de l'ensemble des investissements directs étrangers de cette année-là. Suivaient en 2025 Hong Kong avec 10,6 milliards de dollars US, la Chine avec 7,5 milliards de dollars US et la Malaisie avec 4,5 milliards de dollars US. Entre 2010 et 2025, Singapour a apporté 2 055,71 billions de Rp, soit 28,6 %, de l'ensemble des investissements directs étrangers en Indonésie.[4]

Les statistiques enregistrent le pays de l'investisseur immédiat. Une grande partie des investissements comptabilisés comme singapouriens correspond aux capitaux de groupes multinationaux qui gèrent leurs activités en Asie du Sud-Est depuis Singapour, comme l'explique le chapitre I.I. Une autre partie appartient à des familles et à des groupes indonésiens qui détiennent leurs sociétés nationales par l'intermédiaire de véhicules singapouriens. Ces structures donnent accès aux banques et aux marchés de capitaux de Singapour, à la protection des traités d'investissement et à un for neutre pour les litiges entre actionnaires. Elles ont aussi permis à certains propriétaires de soustraire la détention ultime d'actifs indonésiens au regard de l'administration fiscale indonésienne. C'est l'une des raisons pour lesquelles Jakarta a réclamé à plusieurs reprises davantage de transparence.

La convention fiscale entre les deux pays fournit le cadre de ces flux. L'accord initial était en vigueur depuis 1992. Une convention actualisée a été signée le 4 février 2020 par Indranee Rajah pour Singapour et Sri Mulyani Indrawati pour l'Indonésie. Elle abaisse les taux de retenue à la source sur les redevances et les bénéfices des succursales, exonère certaines plus-values dans l'État de la source et intègre les normes internationales de lutte contre l'abus des conventions.[5] La convention révisée est entrée en vigueur le 23 juillet 2021 et s'applique depuis le 1er janvier 2022.[6] Le critère de l'objet principal (principal purpose test) de la nouvelle convention rend plus difficile l'octroi des avantages conventionnels à des structures dont le but principal est précisément de les obtenir.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Banque privée, family offices et clientèle indonésienne

Pour les banques privées de Singapour, l'Indonésie est depuis des décennies le principal marché individuel hors de Singapour même. La clientèle indonésienne a traditionnellement été servie depuis Singapour, le client se rendant chez son banquier. La relation s'étend souvent sur plusieurs générations et associe la banque privée à la banque d'entreprise pour le groupe familial. Les banques locales de Singapour ont aussi bâti leur propre présence en Indonésie : DBS, OCBC et UOB y exploitent toutes des filiales bancaires indonésiennes, qui leur donnent une connaissance des activités nationales de leurs clients.[7]

La structure de la fortune familiale indonésienne a changé depuis les amnisties. Des avoirs autrefois détenus sur des comptes numérotés ou au nom de prête-noms sont désormais déclarés en Indonésie et communiqués dans le cadre de l'échange automatique de renseignements. De nombreuses familles ont conservé leurs avoirs à Singapour et les ont réorganisés en trusts, en sociétés holding et en single family offices, dont le traitement fiscal fait l'objet des chapitres E.III et E.IV. Les motivations sont passées du secret à la sécurité : diversification hors de la roupie, accès aux placements internationaux, planification successorale et protection contre le risque politique. La clientèle indonésienne reste parmi les principaux utilisateurs de ces structures, aux côtés de la clientèle chinoise, qu'examine le chapitre I.II.

Notes

1. Wikipedia, "Indonesia–Singapore relations" (consulté en novembre 2026) : « In early 1965, two Indonesian Marines blew up the Macdonald house building in Singapore » ; l'exécution des deux fusiliers marins en 1968 a entraîné l'attaque de l'ambassade de Singapour à Jakarta par environ 300 étudiants ; Wikipedia, "Indonesia–Singapore relations" (consulté en novembre 2026) : « Indonesia and Singapore established diplomatic relations on 7 September 1967. ». ↩
2. "Singapura sumbang repatriasi tax amnesty terbesar", *Kontan*, 29 mars 2017, citant la Direction générale des impôts : déclarations d'avoirs étrangers en

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

provenance de Singapour 751,19 billions de Rp (73,08 %), îles Vierges britanniques 76,92 billions de Rp (7,48 %), Hong Kong 56,27 billions de Rp (5,47 %), îles Caïmans 52,86 billions de Rp (5,14 %) ; “Tax Amnesty Program Indonesia Ended, What Are the Results?”, indonesia-investments.com, 3 avril 2017 : le total des avoirs déclarés de 4 865,7 billions d’IDR y est indiqué comme équivalant à environ 366 milliards de dollars US, ce qui implique un taux d’environ 13 300 roupies pour un dollar ; la conversion du chiffre de Singapour est un calcul de l’auteur. ↩

3. “Tax Amnesty Program Indonesia Ended, What Are the Results?”, indonesia-investments.com, 3 avril 2017 : les Indonésiens détiendraient environ 2 600 billions d’IDR à Singapour, dont quelque 650 billions d’IDR en actifs non investissables tels que l’immobilier ; “Upaya Singapura Cegah Repatriasi Dinilai Tak Langgar Hukum”, *Hukumonline*, 27 juillet 2016, citant Yustinus Prastowo, Center of Indonesia Taxation Analysis : « Hampir 60% nasabah perbankan Singapura adalah WNI ». ↩

4. “Top 5 Foreign Investor Countries in Indonesia 2025, Singapore Dominates”, *Databoks* (Katadata), 19 janvier 2026, citant la conférence de presse du ministère de l’Investissement/BKPM du 15 janvier 2026 : Singapour 17,4 milliards de dollars US (30,9 % dans le texte, 30,1 % dans le résumé), Hong Kong 10,6 milliards de dollars US, Chine 7,5 milliards de dollars US, Malaisie 4,5 milliards de dollars US ; “Singapore, the Largest Investor in Indonesia in 2024”, *Databoks*, 2025, et d’autres comptes rendus citant le BKPM : 20,1 milliards de dollars US en 2024 (ministre Rosan Roeslani, conférence de presse du 31 janvier 2025 : 20,07 milliards de dollars US) ; “Singapore, the Largest Source of Foreign Investment in Indonesia Over the Last 15 Years”, *Databoks* (Katadata), 27 octobre 2026, citant le ministère de l’Investissement et de l’Aval industriel/BKPM : 2 055,71 billions de Rp, 28,6 % du total des investissements étrangers 2010-2025. ↩

5. Ministry of Finance Singapore, communiqué de presse “Singapore and Indonesia Sign An Updated Avoidance of Double Taxation Agreement”, 4 février 2020 (mof.gov.sg) : signé par Indranee Rajah et Sri Mulyani Indrawati ; la mise à jour « lowers the withholding tax rates for royalties and

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

branch profits », « provides for tax exemption in the source State for certain capital gains » et « incorporates internationally-agreed standards to counter treaty abuse » ; la convention existante « has been in effect since 1992 ». ↩

6. IRAS, "Updated Singapore-Indonesia Agreement for the Elimination of Double Taxation Enters into Force" (iras.gov.sg, consulté en novembre 2026) : l'accord « entered into force on 23 July 2021 » ; Sovereign Group, "Revised Singapore-Indonesia tax treaty brought into force", 16 septembre 2021 : en vigueur le 23 juillet après ratification par les deux parties, « effective as of 1 January 2022 ». ↩
7. Sur les filiales indonésiennes de DBS (PT Bank DBS Indonesia), d'OCBC (PT Bank OCBC NISP Tbk) et d'UOB (PT Bank UOB Indonesia), voir les rapports annuels 2025 des trois groupes. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com